

# La Cour européenne des Droits de l'Homme\*

Gérard Marcou

Professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## < Contents >

- I. La Convention européenne de Sauvegarde des  
Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.
- II. Organisation et compétence de la Cour européenne  
des Droits de l'Homme
- III. Les effets des arrêts de la Cour
- IV. Conclusion

Le développement des juridictions internationales représente une évolution majeure du droit contemporain. L'Europe en offre deux exemples majeurs: la Cour de Justice de la Communauté européenne et la Cour européenne des Droits de l'Homme, établie par la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l' Homme et des Libertés fondamentales.

Leurs décisions s'imposent aux juridictions nationales, mais leurs procédures n'ignorent ni le droit ni la susceptibilité de la souveraineté des Etats. Leur autorité s'impose également de manière différente. On peut les distinguer en disant que le système de la Convention européenne des Droits de l'Homme est interétatique, tandis que celui de la Communauté européenne est supra-étatique. Il est important de bien distinguer ces deux systèmes qui

---

\* 심사위원 : 박인수, 조임영, 박홍규

constituent des ordres juridiques différents ils n'ont pas le même objet ni la même couverture géographique.

La Convention européenne des Droits de l'Homme a été signée en 1950 elle énonce les valeurs communes sur lesquels reposent les Etats démocratiques européens et que ceux-ci s'engagent à promouvoir ces Etats ont accepté de se soumettre à une cour de justice pour garantir leurs engagements. La Communauté économique, fondée par le Traité de Rome de 1957 a pour objet de promouvoir une «union sans cesse plus étroite entre les peuples européens» (Préambule du Traité) en réalisant une l'intégration européenne par l'économie et le marché. Les deux systèmes ont connu l'un et l'autre un processus continu d'élargissement de leur aire géographique d'application, en particulier avec la fin des régimes communistes en Europe de l'Est. Mais ces aires géographiques sont différentes. La Communauté européenne regroupe aujourd'hui 27 Etats, tandis que le Conseil de l'Europe en compte 46, parmi lesquels tous ont ratifié la Convention européenne des Droits de l'Homme et ses protocoles additionnels. Tous les Etats membres de la Communauté européenne sont parties à la Convention européenne des Droits de l'Homme, mais celle-ci s'étend à bien d'autres pays aux confins de l'Europe, parmi lesquels, par exemples, les démembrements de l'Union soviétique que l'on convient de rattacher à l'Europe (la Russie elle-même, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Géorgie...) ou de la Yougoslavie (sauf la Serbie pour le moment), la Turquie et l'Albanie.

C'est la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) que l'on va maintenant présenter. Pour comprendre son rôle, il faut d'abord présenter le système de normes qu'elle est chargée de faire respecter, c'est-à-dire la Convention européenne des Droits de l'Homme (I). On pourra alors décrire la Cour elle-même et sa compétence (II). Enfin, on rendra compte de l'activité et des effets des arrêts de la Cour, notamment en se référant à son impact sur la jurisprudence française (III).

## I. La Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales

La Convention comprend trois titres et 59 articles. Selon l'article 1er: «Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis au titre I de la présente Convention». Le titre II est consacré à la cour elle-même, et le titre III aux dispositions finales et à l'entrée en vigueur de la Convention.

Le catalogue des droits et libertés garantis par la Convention correspond à ce qu'on a appelé les droits de l'homme de la première génération, actualisée cependant à certains droits qui reflètent certaines évolutions historiques. La liste en est la suivante

- droit à la vie (art.2)
- interdiction de la torture (art.3)
- interdiction de l'esclavage et du travail forcé (art.4)
- droit à la liberté et à la sûreté (art.5)
- droit à un procès équitable (art.6)
- «pas de peine sans loi» (art.7: principe de légalité des peines)
- droit au respect de la vie privée et familiale (art.8)
- liberté de pensée, de conscience et de religion (art.9)
- liberté d'expression (art.10)
- liberté de réunion et d'association (art.11)
- droit au mariage (art.12)
- droit à un recours effectif (art.13)
- interdiction de discrimination (art.14).

Ces articles prévoient aussi la possibilité de restrictions à l'exercice de ces droits et liberté, pour préserver l'ordre public, garantir la sécurité nationale ou prévenir les crimes et délits (art.18), mais ces restrictions ne peuvent être

appliquées que pour le but dans lequel elles ont été prévues et la Cour en a toujours donné une interprétation très rigoureuse. D'ailleurs, l'article 17 assimile à un abus de droit l'utilisation de ces dispositions de la Convention pour supprimer ou détruire les droits ou libertés qu'elle garantit. Les articles 10, 11 et 14 n'interdisent pas aux Etats d'introduire des restrictions à l'activité politique des ressortissants étrangers (art.16), mais sous la même réserve que les autres restrictions. La Convention prévoit aussi la possibilité de dérogation à la garantie des droits en cas d'état d'urgence, sauf pour certains droits, qui ne peuvent connaître aucune dérogation (droit à la vie, interdiction de la torture, interdiction du travail forcé et de la servitude, principe de légalité des peines), et toujours dans la stricte mesure de ce que nécessite la situation (art.15).

Parmi les droits garantis, deux articles présentent une importance particulière du point de vue des relations entre la Cour: l'article 6 sur le droit à un procès équitable, et l'article 13 sur le droit à un recours effectif.

Selon l'article 6

1. «Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de

la justice.

2. «Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
3. «Tout accusé a droit notamment à:
  - a. être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui;
  - b. disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense;
  - c. se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent;
  - d. interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
  - e. se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience».

Selon l'article 13:

«Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles».

La Convention est complétée par plusieurs protocoles, dont certains ont apporté des modifications majeures au système de protection qu'elle établit. Le protocole de 1952 porte sur la garantie du droit de propriété. Mais le protocole n°11 de 1963 a ajouté quatre droits nouveaux protégés par la Convention, qui précisent en fait des dispositions de la convention

- l'interdiction de l'emprisonnement pour dette (art.1)
- la liberté de circulation (art.2)
- l'interdiction de l'expulsion des nationaux (art.3)
- l'interdiction des expulsions collectives d'étrangers (art.4).

Enfin, ont été signés des protocoles sur l'abolition de la peine de mort et sur l'interdiction des discriminations,

Mais plusieurs protocoles ont amendé la Convention elle-même sur des points très importants la suppression de la Commission européenne des Droits l'Homme, qui laisse les Etats face aux juges dans les cas où ils sont mis en cause, et la généralisation du droit de recours direct.

## **II. Organisation et compétence de la Cour européenne des Droits de l'Homme**

La Cour est organisée par le titre II de la Convention, ainsi que par le Règlement de la Cour, dont la dernière version est de 2003.

### **1. L'organisation de la Cour**

Elle se compose d'autant de juges que de Hautes Parties Contractantes (Convention: art.20), soit un juge par Etat partie à la Convention, et actuellement 46 juges. Les juges siègent à titre individuel, et non en tant que représentants de leur Etat d'origine, et leur statut comporte des incompatibilités avec toute activité pouvant affecter leur indépendance, leur impartialité ou leur disponibilité (art.21).

Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

au titre de chaque Haute Partie Contractante, sur une liste de trois noms proposés par celle-ci. L'élection a lieu à la majorité des suffrages exprimés. Le mandat est de six ans, et il est renouvelable mais la limite d'âge est de 70 ans. Le renouvellement de la Cour a lieu par moitié tous les trois ans.

La Cour se compose d'une assemblée plénière, de la grande chambre et des sections. Pour l'examen des affaires portées devant elle, la Cour siège en comités de trois juges, et l'affaire est jugée par une chambre de 7 juges, à moins qu'elle ne soit renvoyée à la grande chambre. La chambre de jugement peut décider le renvoi à la grande chambre, à moins qu'une partie ne s'y oppose, quand l'affaire soulève de graves questions d'interprétation de la Convention et de ses protocoles ou si la solution peut conduire à des contradictions avec des arrêts rendus antérieurement (Convention, art.30). La grande chambre se compose de 17 juges.

L'assemblée plénière se compose de l'ensemble des juges. Elle élit le président et les deux vice-présidents, elle constitue les sections et élit les présidents de section. Elle adopte le règlement de la Cour, elle élit le greffier et ses adjoints.

Selon le règlement de la Cour, celle-ci forme au moins quatre sections et chaque juge appartient à une section (au moins). Selon l'article 25.2 du règlement, «La composition des sections doit être équilibrée tant du point de vue géographique que du point de vue de la représentation des sexes et tenir compte des différents systèmes juridiques existant dans les Parties contractantes».

Les comités de trois juges pour l'examen des affaires et les chambres de sept juges sont constitués par les présidents de section.

Pour tout litige porté devant la Cour, le juge élu au titre de cet Etat est

membre de droit de la chambre de jugement ou, le cas échéant, de la grande chambre (Convention, art.27.2). En outre un juge rapporteur est désigné. Ils ont l'un et l'autre accès au comité chargé de l'examen de l'affaire, s'ils n'en font pas partie. Le comité peut, à l'unanimité, décider que la requête irrecevable ou la rayer du rôle de la Cour s'il ne le fait pas il poursuit l'instruction de l'affaire, au terme de laquelle il transmet l'affaire à la chambre de jugement constituée par le président de section. L'instruction est contradictoire et le comité procède si nécessaire à une enquête que les Etats en cause ont le devoir de faciliter (art.38).

La chambre de jugement se compose du président de section, du juge élu au titre de l'Etat partie au litige (il peut y en avoir plusieurs), mais il siège comme membre de droit, outre les sept membres de la section s'il n'est pas membre de celle-ci. Les autres juges sont désignés par rotation par le président de section, et ceux qui ne sont pas désignés siègent à titre de suppléants. La grande chambre (17 membres) se compose du président de la Cour, des vice-présidents, du président de la section à laquelle l'affaire avait été attribuée parmi les autres juges ne peut siéger aucun de ceux qui ont participé à la chambre qui a rendu l'arrêt de renvoi, sauf le juge élu au titre de l'Etat partie au litige.

## **2. La compétence de la Cour**

Selon l'article 32.1 de la Convention, «La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses protocoles qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34 et 47», et la Cour statue sur sa propre compétence (par.2).

On laissera de côté l'article 47, qui vise la possibilité au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de solliciter un avis de la Cour sur une



question ayant trait à l'interprétation de la Convention, à l'exception du contenu des droits et libertés qu'elle protège.

Sur le plan juridictionnel, la Cour est saisie par un Etat partie d'un manquement à la Convention imputé à un autre Etat partie (art.33), ou par voie de recours individuel (art.34). Les recours individuels représentent aujourd'hui la totalité des saisines de la Cour.

#### «Article 33 - Affaires interétatiques

«Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

#### «Article 34 - Requêtes individuelles

La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit».

La Cour ne peut toutefois être saisie qu'après épuisement des voies de recours interne (art.35.1)

«La Cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive».

### III. Les effets des arrêts de la Cour

Selon l'article 46 de la Convention, «Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour» les arrêts définitifs sont transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Il existe deux différences majeures entre la Cour européenne des Droits de l'Homme et la Cour de Justice de la Communauté européenne. Premièrement, les juridictions nationales ne sont pas tenues de renvoyer à la Cour les questions relatives à l'interprétation de la Convention. Comme cela résulte de l'article 32, la compétence de la Cour pour l'interprétation de la Convention ne s'entend qu'à l'égard des recours qui lui sont adressés sur la base des articles 33 et 34 elle n'a donc pas un monopole juridiquement protégé de l'interprétation de la Convention. Deuxièmement, l'exécution des arrêts n'est pas soutenue par un pouvoir de sanction de la Cour en cas de non exécution ou d'exécution incorrecte d'un arrêt, c'est un organe politique qui est chargé d'intervenir: le Comité des Ministres.

Malgré cela, le développement de l'activité de la Cour a été considérable et l'efficacité de ses arrêts est indéniable.

#### 1. L'activité de la Cour

L'activité de la Cour a connu depuis les années 1990 un développement exponentiel. Cette évolution est due à deux facteurs: 1) la généralisation du recours individuel direct (protocole n°8 entré en vigueur au 1er janvier 1990 2) l'augmentation du nombre des Etats ayant ratifié la Convention.

Le tableau ci-dessus résume cette évolution<sup>1)</sup> :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Requêtes enregistrées	11200	12700	14200	18200	22600	30200	31300	34500	38800	44100	45400	50500
Arrêts rendus	56	72	106	105	177	695	889	844	703	718	1105	1560

Toutefois, la plupart des requêtes sont irrecevables, ou sont rayées du rôle pour un autre motif. Cela a été le cas de 28.000 requêtes en 2006 (dont 12000 pour la seconde hypothèse - par exemple si un requérant ne donne pas suite à la correspondance initiale avec la Cour).

Les pays contre lesquels sont prononcés le plus grand nombre d'arrêts sont la Turquie (334), la Slovénie (190), l'Ukraine (120), la Pologne (115), l'Italie (103), la Russie (102), la France (93) et la Roumanie (73), ensemble plus de 70% des arrêts rendus en 2006. Cette concentration dépend autant des pratiques des avocats que de la réalité des violations des droits garantis par la Convention.

Du fait de cette évolution, la Cour européenne des Droits de l'Homme absorbe aujourd'hui près de la moitié du budget du Conseil de l'Europe, ce qui pose des problèmes pour le financement des autres missions de celui-ci.

## **2. Portée et efficacité des arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme**

Voici d'abord quelques exemples de condamnation d'Etat survenues en 2006. Constituent une violation de la Convention

- la détention dans une prison surpeuplée et insalubre (art.3, traitement

---

1) Source: Rapport 2006 de la Cour européenne des Droits de l' Homme, p.3.

humain et dégradant - Russie)

- le maintien d'un individu en détention malgré l'apparition d'une pathologie mentale et de tendances suicidaires (art.3: traitement inhumain ou dégradant - France)
- la prolongation automatique d'une détention provisoire (art.5: droit à la liberté - Lettonie)
- le montant insuffisant de l'indemnité d'expropriation du fait de l'application rétroactive d'une loi (art.6: atteinte au droit à un procès équitable - Italie)
- la présence du commissaire du gouvernement au délibéré au Conseil d'Etat (art.6: égalité des armes dans la procédure - France).

Ces exemples donnent seulement une idée de la très grande diversité des affaires jugées par la Cour.

Sous certaines conditions, la Cour peut condamner l'Etat en cause au versement d'une indemnité à la victime de la violation de la Convention. Selon l'article 41, «Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable». La Cour a interprété cet article comme lui permettant de fixer le montant de la réparation qui est due. C'est à l'Etat de procéder à son exécution.

La Cour a donné une interprétation extensive des dispositions de la Convention relatives à la garantie des droits, étendant ainsi la portée de la Convention. Cela résulte du fait que, pour assurer l'efficacité de la Convention au regard des différents systèmes juridiques nationaux, la Cour donne ses propres définitions des notions utilisées par la Convention, sans se sentir liée par les définitions que peut donner le droit de l'Etat partie au litige. Dans son interprétation elle fait prévaloir les buts des dispositions de la

Convention et les critères matériels.

Ainsi en est-il des définitions de la «matière pénale» et des «droits et obligations en matière civile» pour l'application du droit à un procès équitable (art.6). La Cour considère que l'on est dans le cadre de la «matière pénale», non seulement lorsqu'une procédure pénale est en cause au sens du droit national, mais aussi toutes les fois qu'une autorité administrative inflige une sanction qui affecte les droits du destinataire. Dans ce cas, le droit au procès équitable de ce dernier doit être garanti par la possibilité d'un recours devant un tribunal indépendant et impartial. De même, peuvent constituer des droits et obligations de nature civile pour la Cour européenne des droits de l'homme des droits ou des obligations qui sont considérés par le droit interne de l'Etat en cause comme de nature administrative et relevant de la compétence d'un juge administratif. De ces définitions, la Cour est conduite à considérer comme un tribunal au sens de l'article 6 toute autorité qui statue en «matière pénale» ou sur des «droits et obligations de nature civile».

La Cour donne également une interprétation extensive du droit à un recours effectif énoncé par l'article 13 de la Convention, incluant notamment l'exécution effective des jugements. Constituent ainsi une violation du droit à un recours effectif, par exemple, la prescription qui éteint la peine infligée à deux policiers au terme d'une procédure pénale régulière (2006, «Hüseyin Esen c. Turquie», 49048/99, n°88), ou le fait d'avoir exonéré de toute responsabilité civile des fonctionnaires pénitentiaires, malgré leur négligence lors d'une fouille à corps, dès lors que n'existait pas un délit général d'atteinte à l'intimité (2006, «Wainwright c. Royaume-Uni», 12350/04, n°89).

Ce dernier exemple montre que les arrêts de la Cour peuvent aussi orienter l'Etat faisant l'objet de la condamnation vers une modification de sa législation. La France en donne plusieurs exemples.

Rappelons d'abord que, selon le droit français, les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, même postérieures (article 55 de la Constitution, depuis l'arrêt du Conseil d'Etat, Assemblée, du 20 octobre 1989 «Nicolò»). Dans la mesure où le Conseil constitutionnel n'est pas compétent pour examiner la conformité d'une loi à un engagement international (15 janvier 1975 «Loi sur l'interruption de grossesse»), la Cour de Cassation puis le Conseil d'Etat se sont reconnus le pouvoir d'écarter l'application de la loi au profit de dispositions d'un accord international auxquelles ces dispositions seraient contraires.

C'est ainsi, par exemple que la Cour de Cassation a jugé en 2001 (4 septembre 2001 «Amaury») que les dispositions d'une loi de 1977 interdisant la publication des sondages d'opinion une semaine avant les élections étaient contraires à l'article 10 de la Convention (liberté d'expression) en raison de la durée de cette interdiction. A la suite de cet arrêt, une loi du 19 février 2002 a réduit l'interdiction de la publication des sondages sur les intentions de vote la veille de chaque tour de scrutin.

De même, dans un arrêt d'assemblée du 30 novembre 2001 «Ministre de la Défense c. Diop; Ministre des Finances c. Diop», le Conseil d'Etat a jugé contraire à l'article 14 de la Convention (interdiction des discriminations) et écarté l'application d'une disposition d'une loi du 26 décembre 1959 qui, tirant les conséquences de l'indépendance des anciennes colonies de la France, mettait fin pour l'avenir à la revalorisation des pensions d'anciens combattants perçues par des ressortissants des Etats nouvellement indépendants, car la différence de traitement ainsi faite en fonction de la nationalité ne pouvait être regardée comme reposant sur un critère en rapport avec les objectifs de la loi de tirer les conséquences de l'indépendance reconnue à ces pays. L'Etat a ainsi été condamné à revaloriser et à payer les pensions dues à ces anciens combattants.

Enfin, la procédure devant le Conseil d'Etat va être modifiée à la suite d'arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme qui jugent que le rôle du commissaire du gouvernement n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 6 de la Convention non pas parce qu'il ne remplirait pas son rôle avec impartialité mais parce que, participant au délibéré, celui-ci est contraire à la «théorie des apparences», en raison de laquelle les conditions objectives dans lesquelles ce rôle est rempli ne doivent pas pouvoir faire douter de l'égalité des armes dans la procédure (CEDH 7 juin 2001 «Kress c. France» et 2006 «Martinié c. France», 58675/00, n°85).

#### IV. Conclusion

La jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme a assuré l'effectivité des dispositions de la Convention, et les arrêts sont en général respectés par les Etats. Il arrive cependant qu'un Etat refuse de tirer des conséquences générales d'un arrêt, et de remettre en cause la législation qui en est à l'origine, au motif que la législation n'est pas mauvaise mais que la loi a été mal appliquée. Mais juridiquement l'Etat n'est pas tenu de faire plus qu'exécuter l'arrêt à l'égard du requérant qui a obtenu la condamnation. En effet, les arrêts de la Cour n'ont que l'autorité relative de la chose jugée.

Un risque guette cependant la Cour : c'est la croissance trop importante du nombre des recours. Cela pourrait entraîner l'allongement des délais de jugement, pour une procédure qui est coûteuse pour les justiciables, et menacer à terme le crédit de la Cour. Celle-ci recherche actuellement des remèdes qui n'aient pas pour conséquence d'amoindrir les garanties que la Convention d'apporter aux citoyens des Etats qu'elle engage.

MOTS-CLES : Droits de l'homme, CEDH, Droit de l'Homme de la Convention européenne, Effets des arrêts de la CEDH.

# The European Court of Human Rights

By Gérard Marcou

Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Claire Lajaunie(Translation)

Professor, Yeungnam Univ.

## < Contents >

- I. The Convention for the Protection of Human Rights  
and Fundamental Freedoms
- II. Organization and competences of the European court  
of Human Rights
- III. The effects of the decisions of the Court
- IV. Conclusion

The development of international Courts of Law is a major evolution of contemporanean Law. Europe is giving two main examples of that kind of Courts : the European Court of European Community and the European Court of Human rights established by the European Convention on Human Rights.

In both cases, their decisions are binding on national law within respect for the national legal system and the principle of sovereignty. Their authority is expressed in a different way. We can describe the European Court of European Community as an inter-state system while the European Court of Human rights is supranational. Those two systems have distinct jurisdiction, they are not pursuing the same goals and cover a different geographical area.



The European Convention on Human Rights signed in 1950 affirms the common values constituting the foundation of the European democratic States, values that those member States decided to further. The member States accepted the control of a Court of Justice as a guarantee of their commitment.

The Economic community born with the Treaty of Rome in 1957 has the aim to promote an "ever closer union among the peoples of Europe"(as affirmed in the Preamble) realizing European integration through economy and a common market.

Both systems have known a continuous process of enlargement of their geographical area especially with the collapse of communist regimes of Eastern Europe. Those geographical areas are different: European Community gathers now 27 States meanwhile the Council of Europe has 46 members and among them all those members ratified the European Convention on Human Rights and its additional protocols.

All the Member States of the European Community are members of the European Convention on Human Rights but the latter gathers many other countries at the borders of Europe, among those we can find the members of the Soviet Union which can be considered as part of Europe (Russia, Ukraine, Azerbaïdjan, Georgia...) or members of Yugoslavia, Turkey and Albania.

We will present here the European Court of Human Rights. First, to understand its role, it is necessary to examine the normative system that the Court must keep respected that is to say the European Convention on Human Rights (I). Then, we will focus on the competence of the court itself (II). At last, we will consider the activity of the Court and the effects of its decisions, with the example of its impact on French jurisprudence.

## **I. The Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms**

The Convention consists of three parts and 59 articles. According to the first article «The High Contracting Parties shall secure to everyone within their jurisdiction the rights and freedoms defined in Section I of this Convention ». The second section concerns the Court itself and the third section contains final provisions (entry into force of the Convention).

The rights and freedoms protected by the Convention had been called human rights of the first generation. Here is the list of these rights :

- right to life (art. 2)
- prohibition of torture (art. 3)
- prohibition of slavery (art. 4)
- right to liberty and security (art. 5)
- right to a fair trial (art. 6)
- no punishment without law (art. 7)
- right to respect for private life (art. 8)
- right to freedom of thought, conscience and religion (art. 9)
- right to freedom of expression (art. 10)
- right to freedom of assembly and association (art. 11)
- right to marry (art. 12)
- right to an effective remedy (art. 13)
- prohibition of discrimination (art. 14)

Those articles provide some restrictions in the application of these rights and freedoms to protect law and order, to guarantee national security or prevent crimes but those restrictions should be applied only in specific cases as determined by the Convention. The court had always given them a strict interpretation. That principle has been set out by the article 17 which prohibits the abuse of rights.

Among the rights acknowledged, two articles are of major importance

concerning the relations with the Court: the article 6 on the right to a fair trial and the article 13 on the right to an effective remedy.

Article 6 provides:

« 1. In the determination of his civil rights and obligations or of any criminal charge against him, everyone is entitled to a fair and public hearing within a reasonable time by an independent and impartial tribunal established by law. Judgment shall be pronounced publicly but the press and public may be excluded from all or part of the trial in the interests of morals, public order or national security in a democratic society, where the interests of juveniles or the protection of the private life of the parties so require, or to the extent strictly necessary in the opinion of the court in special circumstances where publicity would prejudice the interests of justice.

2. Everyone charged with a criminal offence shall be presumed innocent until proved guilty according to law.

3. Everyone charged with a criminal offence has the following minimum rights:

a. to be informed promptly, in a language which he understands and in detail, of the nature and cause of the accusation against him;

b. to have adequate time and facilities for the preparation of his defence;

c. to defend himself in person or through legal assistance of his own choosing or, if he has not sufficient means to pay for legal assistance, to be given it free when the interests of justice so require;

d. to examine or have examined witnesses against him and to obtain the attendance and examination of witnesses on his behalf under the same conditions as witnesses against him;

e. to have the free assistance of an interpreter if he cannot understand or speak the language used in court ».

According to article 13 :

« Everyone whose rights and freedoms as set forth in this Convention are

violated shall have an effective remedy before a national authority notwithstanding that the violation has been committed by persons acting in an official capacity ».

The Convention has been completed by protocols, which for a part led to main modification of the system of protection of the Convention. For instance the protocol of 1952 is about the protection of property. The protocol n° 11 of 1963 added four new rights protected by the Convention which detail its provisions :

- Prohibition of imprisonment for debt (art. 1)
- Freedom of movement (art. 2)
- Prohibition of expulsion of nationals (art. 3)
- Prohibition of collective expulsion of aliens (art. 4).

Protocols on abolition of death penalty or prohibition of discrimination have also been signed.

Several protocols amended the Convention itself and changed its machinery on crucial points: the abolition of the European Commission of Human Rights which let the States directly before the Court and the generalization of individual complaint.

## **II. Organization and competences of the European court of Human Rights**

The organization of the Court established by The section II of the Convention is completed by the Rules of Court.

### **1. The organization of the Court**

The Court is composed of a number of judges equal to that of the Contracting

States (art. 20). Judges sit on the Court in their individual capacity and do not represent any State. They cannot engage in any activity which is incompatible with their independence or impartiality or with the demands of full-time office (art. 21). Judges are elected by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, which votes by a majority of votes cast from a list of three candidates nominated by Governments. The term of office is six years, and judges may be re-elected. Their terms of office expire when they reach the age of seventy.

To consider cases brought before it, the Court shall sit in committees of three judges, in Chambers (or Sections) and in a Grand Chamber. The great majority of the judgments of the Court are given by Chambers. Where a case pending before a Chamber raises a serious question affecting the interpretation of the Convention or the protocols thereto, or where the resolution of a question before the Chamber might have a result inconsistent with a judgment previously delivered by the Court, the Chamber may, at any time before it has rendered its judgment, relinquish jurisdiction in favour of the Grand Chamber, unless one of the parties to the case objects (article 30). The Grand Chamber of the Court is composed of seventeen judges.

The Plenary Court, which gathers all the judges, shall elect its President and one or two Vice-Presidents for a period set up Chambers and elect their Presidents, adopt the rules of the Court, and elect the Registrar and one or more Deputy Registrars.

Under to the Rules of the Court, there shall be at least four sections (chambers) and every judge is assigned to one of the five Sections. The article 25.2 of the Rules of the court stipulates that «The composition of the Sections shall be geographically and gender balanced and shall reflect the different legal systems among the Contracting Parties ».

The composition of the Committees of three judges to examine the cases and the composition of the Chambers of seven judges are determined by the

Presidents of Section.

The judge elected in respect of the State Party concerned is *ex officio* a member of the Chamber or the Grand Chamber (Art. 27. 2).

The Committee may, by a unanimous vote, declare inadmissible an application or strike it out of the Court's list of cases where such a decision can be taken without further examination. If the case is declared admissible the application shall be forwarded to the Chamber of judgement constituted by the President of the Section. The Chamber shall pursue the examination of the case, together with the representatives of the parties, and can undertake an investigation, for the effective conduct of which the States concerned shall furnish all necessary facilities (art. 38).

The Chamber shall in each case include the President of the Section and the judge elected in respect of any Contracting Party concerned (one or several States can be concerned). The other members of the Chamber shall be designated by the President of the Section in rotation from among the members of the relevant Section. Those who are not so designated shall sit in the case as substitute judges.

The Grand Chamber shall include the President and the Vice-Presidents of the Court and the President of the section which rendered the judgement. It shall not include any judge who sat in that section, with the exception of the judge who sat in respect of the State Party concerned.

## 2. The competence of the Court

According to the Article 32.1 of the Convention, «The jurisdiction of the Court shall extend to all matters concerning the interpretation and application of the Convention and the protocols thereto which are referred to it as provided in Articles 33, 34 and 47»and the Court shall decide whether the Court has jurisdiction.

There are two types of application under the Convention, inter-State (art. 33)

and individual (art. 34). Individual applications represent now all of the applications before the Court.

#### Article 33 – Inter-State cases

« Any High Contracting Party may refer to the Court any alleged breach of the provisions of the Convention and the protocols thereto by another High Contracting Party ».

#### Article 34 – Individual applications

«The Court may receive applications from any person, non-governmental organisation or group of individuals claiming to be the victim of a violation by one of the High Contracting Parties of the rights set forth in the Convention or the protocols thereto. The High Contracting Parties undertake not to hinder in any way the effective exercise of this right ».

Anyway the Court may consider applications only after all domestic remedies have been exhausted and within a period of six months from the date on which the final decision was taken.

### III. The effects of the decisions of the Court

According to the article 46 of the Convention «The High Contracting Parties undertake to abide by the final judgment of the Court in any case to which they are parties » the final decision of the Court must be transmitted to the Committee of Ministers, which shall supervise its execution.

There are two main differences between the European court of Human rights and the Court of Justice of the European Community. First, the national courts have no obligation to refer to the Court for an interpretation of the Convention (cf. article 32 of the Convention). Second, the execution of the decision is not

depending on the power of sanction of the Court : in the case of non execution or bad interpretation of the decision, a political institution will be in charge of the application of the decision, The Committee of Ministers.

The activity of the Court increased considerably and the efficiency of its decisions must be underlined.

### 1. The activity of the Court

From 1990 onwards, the activity of the Court has known an exponential development. This evolution is due to two factors: 1) the generalization of the procedure of direct individual application (protocol n° 8 came into force January 1st 1990) ; 2) the increase of the number of States which ratified the Convention.

This figure summarizes this evolution<sup>1)</sup> :

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Applications lodged	11200	12700	14200	18200	22600	30200	31300	34500	38800	44100	45400	50500
Final judgement	56	72	106	105	177	695	889	844	703	718	1105	1560

Many applications are declared inadmissible or struck off for another reason. It has been the case of more than 28,000 other applications in 2006 (among them 12000 were struck off – this is the case if the applicant fails to follow up on their initial correspondence with the Court).

The highest number of judgments concerned Turkey (334), Slovenia (190), Ukraine (120), Poland (115), Italy (103), Russia (102), France (96) and Romania (73). These eight States accounted for over 70 per cent of the judgments.

---

1) Report 2006 of the European Court of Human Rights, p.3.



The European court of Human rights absorbs almost half of the budget of the Council of Europe which is a concern for the financing of the other activities of the latter.

## 2. Significance and effectiveness of the decisions of the Court

Here are some examples of condemnations of States that happened in 2006. Are considered as a violation of the Convention :

- Detention in over-crowded unsanitary prison (art. 3, Inhuman or degrading treatment - Russia) ;
- Continuing detention despite emergence of mental illness and suicidal tendencies (art. 3, Inhuman or degrading treatment - France) ;
- Automatic extension of pre-trial detention (art. 5, Lawful arrest or detention - Latvia) ;
- Inadequate amount of compensation for expropriation on account of retrospective application of a law (art. 6, Fair Hearing - Italy);
- Presence of the "commissaire du gouvernement" at the deliberations of the Conseil d'Etat (art. 6, Equality of arms -France).

Those examples are given in order to have an idea of the extraordinary diversity of the cases the court has to deal with.

Under certain circumstances, the Court can condemn the State to pay compensation to the victim of the violation of the Convention. Under the article 41 « If the Court finds that there has been a violation of the Convention or the protocols thereto, and if the internal law of the High Contracting Party concerned allows only partial reparation to be made, the Court shall, if necessary, afford just satisfaction to the injured party ». The Court interpreted that article as a possibility for itself to establish the amount of the reparation. The State must proceed to its execution.

The Court gave an extensive interpretation of the dispositions of the Convention related to the protection of rights, increasing the significance of that Convention. It comes from the fact that in order to give a full effectiveness of the Convention considering the different national legal systems, the Court gives its own definition of the Convention without being bound by the interpretation given the State involved in the case. In its interpretation the Court put forward the provision of the convention and the use of material criteria.

This has been the case for the definition of "criminal charge" as well as "civil rights and obligations" in application of the right to a fair trial (art. 6). The Court considers that there is a matter of criminal charge not only in the case of a criminal charge according to the national definition but whenever an administrative authority is taking sanctions having an effect on the rights of the recipient. In that situation the right to a fair trial of the recipient must be protected and he must have access to an independent and impartial tribunal.

Likewise, the European Court of Human Rights can consider as civil rights and obligations, rights and obligations related to administrative Law and depending on the competence of an administrative Court in national Law. From those definitions, the Court was led to regard as a Court as defined by article 6 any authority giving a decision concerning criminal charge or civil rights and obligations.

The Court is also giving an extensive interpretation of the right to an effective remedy provided by the article 13, including the effective execution of the decisions. Is a violation to the right to an effective remedy the subsequent discontinuation under the statute of limitations of criminal proceedings that had resulted in the conviction of police officers (2006, *HÜSEYİN ESEN v. Turkey*, 49048/99, N° 88) or the fact that prison officers' negligence did not give grounds for any civil liability for strip-searches, in particular as there was no general tort of invasion of privacy (*WAINWRIGHT v. United Kingdom*,

12350/04, N° 89).

This last example shows that decisions of the Court can lead the State which has been condemned to modify its national legislation. France gave several examples.

First, we have to underline that under French Law, treaties or agreements duly ratified or approved shall, upon publication, prevail over Acts of Parliament, even subsequent ( article 55 of the Constitution, decision of the Conseil d' Etat, Assemblée, 20 octobre 1989, "Nicolo").

As the Constitutional Council is not competent to consider the consistency of a statute with the provisions of a treaty or an international agreement (Decision 74-54 DC of 15 January 1975, Voluntary Interruption of Pregnancy Act), the Cour de Cassation and later the Conseil d' Etat enable themselves to review the compatibility of statutes with treaties and that, therefore, treaties should be given precedence over later statutes.

The Cour de Cassation decided in 2001 (4 September 2001) that an Act of Parliament of 1977 on the publication of opinion poll one week before the elections was not respecting the article 10 of the Convention (freedom of expression) especially because of the length of that interdiction. Following that decision an Act of Parliament (19 February 1992) reduce the interdiction of the publication of opinion poll to the day before the scrutiny.

Likewise, in a decision of 30 November 2001 "Ministry of Defence v. Diop ; Ministry of Finance v. Diop", the Conseil d' Etat judged that a decision by the Ministry of Defence not to increase the pension of an ex member of Armed Forces - albeit grounded on a legislative disposition - may be held void if it creates, in violation of art. 14 of the ECHR, discrimination between ex public agents, according to whether or not they hold French nationality. The State had been condemned to increase and pay those pensions and the provisions of a law of 26 December 1959 have been considered in violation with the Convention.

At last the procedure before the Conseil d'Etat will be modified according to decisions of the European Court of Human Rights judging that the role of the commissaire du gouvernement is not in accordance with the provisions of the article 6 of the Convention: it did not mean that the commissaire du gouvernement had a partial role but because it takes part to the the final process of law's "appearance". (CEDH 7 juin 2001, Kress v. France and 2006 Martinié v. France, 59675/00, n° 85).

#### IV. Conclusion

The decisions of the European court of Human Rights ensured the effectiveness of the provisions of the Convention and the decisions are generally well respected by the States. Sometimes the States refuse to accept the consequences of a decision and to modify the legislation because they think that it is not bad in itself by that the application has been bad.

Legally, the State has no obligation to do more than execute the decision regarding the plaintiff. The judicial decisions of the Court have a binding effect in relation to the case concerned and they are not binding for future decisions.

The important increase of applications before the Court is now a serious concern for its effectiveness. This is leading to a sharp growth of the length of proceedings for a procedure which is onerous for the applicants threatening the credibility of the Court itself.

The Court is looking for remedies and measures relating notably to the functioning of the judicial control system established by the Convention which are not altering the protection given to citizens of the members States of the Convention.

Key-words : Human rights, ECHR, Effectiveness of the European Convention, European Law.